

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1921.

Projet de loi relatif à la protection de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les forêts belges (non compris Eupen-Malmédy) comportent d'après le dernier recensement :

État.	37,850 hectares.
Communes.	166,750 id.
Établissements publics	7,840 id.
Particuliers	306,630 id.

Contrairement au Code forestier français, le Code forestier belge du 19 décembre 1854 n'a établi aucune restriction au droit des particuliers, propriétaires de forêts. Ceux-ci sont libres de disposer de leurs bois à leur guise, de les exploiter, de les défricher, de les aménager suivant leur intérêt ou leurs caprices. Le législateur n'a soumis au régime forestier que les bois de l'État, des communes et des établissements publics, créant pour ces diverses propriétés boisées une administration spéciale chargée de la surveillance et de la régie. Il semblait que l'intérêt public était suffisamment protégé pour qu'il ne fût point nécessaire d'apporter des entraves aux droits qu'ont les particuliers de jouir de leurs biens et de profiter des travaux effectués par leurs auteurs ou par eux-mêmes.

Sous l'empire de cette liberté, les forêts privées ont, en général, été sagement administrées et leur étendue totale n'avait guère diminué au cours du dernier demi-siècle.

Malheureusement, les circonstances ont modifié la situation. Au cours des années qui précédèrent immédiatement la guerre, l'élévation du prix des bois

avait suscité déjà la création de sociétés financières ayant en vue la réalisation du matériel ligneux dans les grands domaines forestiers. La guerre vint ensuite occasionner des dévastations considérables dans les forêts belges, les Allemands ayant exploité celles-ci non seulement pour leurs besoins militaires, mais aussi dans un but de lucre et aussi dans l'intention avérée de causer à la Belgique un mal difficilement réparable. Depuis l'armistice, le prix des arbres n'a fait qu'augmenter. Il atteint des taux inconnus jusqu'ici. Aussi, nombre de forêts particulières sont, en ce moment, l'objet d'exploitations désastreuses. Des régions entières se dénudent, s'appauvrissent et s'enlaidissent dans une mesure désolante. Ceux qui comprennent l'importance des forêts au point de vue de la beauté, de la salubrité et de la richesse du pays s'en alarment à juste titre.

Dans le voisinage immédiat de plusieurs de nos grandes villes : Bruxelles, Liège, Mons, de beaux massifs sylvestres tombent sous la hache.

Le mal menace de prendre des proportions telles que l'opinion publique réclame des mesures de protection.

Dans ces conditions, il nous paraît légitime d'apporter quelques restrictions aux droits des propriétaires, mais seulement dans la mesure exigée par l'intérêt général.

Il convient de ne pas perdre de vue qu'une législation tracassière, atteignant toutes les propriétés boisées indistinctement, contrarierait plutôt qu'elle ne la favoriserait, l'œuvre de la reconstitution de nos forêts. Dans l'intérêt bien entendu de cette reconstitution, il convient, au contraire, d'encourager les propriétaires gérant leurs bois en bons pères de famille.

Il faut rendre la propriété forestière attrayante et profitable afin d'engager un plus grand nombre de nos concitoyens à apporter leur concours et leurs capitaux à l'œuvre du reboisement que l'État, en ce moment surtout : n'est pas en mesure de poursuivre par ses propres moyens.

Certains ont préconisé de soumettre au régime forestier l'ensemble des propriétés boisées. Voit-on, sans exception ni discernement, cette multitude de bois et de boqueteaux constituant ce domaine de 300,000 hectares soumis intégralement à la surveillance, au contrôle et à la gestion de l'État? Il faudrait à cette fin plus que tripler le personnel des Eaux et Forêts. Comment assurer le recrutement de tout ce personnel spécialisé? De plus, se rend-t-on compte des vexations de tous genres dont ce régime serait l'occasion lorsqu'il s'agirait de déterminer le traitement à adopter, les coupes à exécuter, les travaux de tous genres à effectuer?

D'autre part, il faut éviter d'apporter une perturbation grave dans le commerce du bois, car nos forêts indigènes doivent, en ce moment, pourvoir plus encore qu'en temps normal aux besoins de nos charbonnages, de nos chemins de fer, de nos industries, à la reconstruction de maisons et à l'exécution de travaux d'art.

Le bois est une matière première indispensable à la vie économique de la nation. Ce serait une faute grave d'accentuer encore la hausse de son prix, en soumettant les exploitations à des mesures trop restrictives.

On sauvegarderait suffisamment l'intérêt général, nous paraît-il, en persévérant dans la politique entreprise dès avant la guerre en vue de l'amélioration et

ANNEXE AU N° 63.

Projet de loi relatif à la protection de
certains bois et de certaines forêts
appartenant à des particuliers.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre nom aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre de
l'Agriculture :

ARTICLE PREMIER.

Les bois et forêts des particuliers
dont la conservation présente un réel
intérêt sous le rapport esthétique, hygié-
nique et hydrologique peuvent être
classés dans une catégorie spéciale, sous
le nom de *forêts protégées*.

Le classement des forêts protégées
est effectué par arrêté royal, sur la pro-
position d'un Comité nommé par le
Ministre de l'Agriculture.

ART. 2.

Le Comité dont il s'agit à l'article
précédent est composé de sept mem-

BIJLAGE VAN N° 63.

Ontwerp van wet betreffende de be-
scherming der bosschen en wouden
van bijzonderen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de
inhoud volgt, zal in Onzen naam aan
de Wetgevende Kamers voorgelegd wor-
den door Onzen Minister van Land-
bouw :

EERSTE ARTIKEL.

De aan bijzonderen toebehoorende
bosschen en wouden, waarvan het be-
waren werkelijk belang heeft in kunst,
gezondheid en waterkundig opzicht,
kunnen gerangschikt worden in een
bepaalde klasse onder den naam van
beschermde bosschen.

De rangschikking der beschermde
bosschen geschiedt bij koninklijk besluit,
op voorstel van een door den Minister
van Landbouw benoemd Comité.

ART. 2.

Het Comité, waarvan sprake in vorig
artikel, bestaat uit 7 leden, te weten :

bres, savoir : deux fonctionnaires des Eaux et Forêts dont le directeur général, un fonctionnaire de l'Administration des Domaines, deux délégués du Conseil supérieur des Forêts et deux de la Commission royale des monuments et des sites. Ces deux collèges seront invités à présenter des candidats.

Le directeur général des Eaux et Forêts préside le Comité et règle la marche de ses opérations. Le vice-président et le secrétaire sont nommés par le Ministre.

ART. 3.

La proposition de classement des bois et forêts est notifiée aux propriétaires du fonds par lettre recommandée.

Celui-ci peut, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification, introduire un recours au Roi contre cette décision.

En cas de recours, l'arrêté royal statuant sur le classement n'interviendra qu'après avis de la Députation permanente, qui devra être donné dans un délai de deux mois.

ART. 4.

Dans les forêts protégées, il ne pourra être fait aucun défrichement, aucune coupe rase, aucune coupe extraordinaire quelconque, aucune vente ou exploitation de bois au delà des coupes ordinaires réglées par l'aménagement ou par l'usage constant des propriétaires sans une autorisation spéciale du Ministre de l'Agriculture, sauf en ce qui

2 ambtenaars van Waters en Bosschen, waarvan de Algemeene Bestuurder een der twee is, 1 ambtenaar van het Beheer der Domeinen, 2 afgevaardigden van den Hoogeren Boschraad en 2 van de Koninklijke Commissie van Monumenten en Landschappen. Die twee colleges zullen verzocht worden kandidaten voor te dragen.

De Algemeene Bestuurder van Waters en Bosschen neemt het voorzitterschap waar van het Comité en regelt de werkzaamheden. De Ondervoorzitter en de Secretaris worden benoemd door den Minister.

ART. 3.

Het voorstel van rangschikking der bosschen en wouden wordt den eigenaar van den bodem bekendgemaakt bij aangeteekenden brief.

De eigenaar kan, binnen het tijdsbestek van een maand, te rekenen van af den dag der bekendmaking, een verhaal bij den Koning indienen tegen die beslissing.

Bij verhaal zal het koninklijk besluit, waarbij de rangschikking bepaald, slechts tusschenkomen na advies van de Bestendige Deputatie, dat binnen een tijdsbestek van twee maanden dient gegeven.

ART. 4.

In de beschermde bosschen mag er tot geen enkele ontginning, geen enkelen gelijkgrondschen hak, geen enkelen buitengewonen hak, hoedanig ook, geen enkele verkooping of benutting van hout buiten de gewone hakken geregeld door het beheer of door de bestendige gewoonte der eigenaars, overgegaan worden, zonder bijzondere machtiging

concerne l'enlèvement des chablis ou des arbres morts.

A défaut d'aménagement, la coupe de plus du quart du volume dans les futaies feuillues ou résineuses et de plus de la moitié dans les futaies sur taillis, est soumise à la même autorisation.

Les opérations tombant sous le coup du présent article, qui seraient en voie d'exécution au moment de la notification prévue par l'article 3, seront immédiatement suspendues.

ART. 5.

Les autorisations prévues à l'article 4 peuvent être subordonnées au reboisement du parterre des coupes ou au boisement d'autres parcelles appartenant au même propriétaire.

ART. 6.

Tout contrevenant aux dispositions de l'article 4, en quelque qualité qu'il agisse, sera puni d'une amende de 1,000 francs par 10 ares ou fraction de 10 ares et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces deux peines seulement.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront profité des actes commis en violation de la présente loi.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, les dispositions du chapitre VII du livre premier de ce Code sont applicables aux infractions à la présente loi.

van den Minister van Landbouw, behalve wat betreft het opruimen van afgewaaid hout en doode boomen.

Bij gebrek aan beheer is de hak van meer dan een vierde van den omvang in loofhooghout of naaldhooghout, en van meer dan de helft in hooghout op hakhout, onderworpen aan dezelfde machtiging.

De werken, die onder toepassing van onderhavig artikel vallen en in uitvoering zijn op het oogenblik der bekendmaking voorzien bij artikel 3, moeten dadelijk geschorst worden.

ART. 5.

De bij artikel 4 voorziene machtigingen kunnen afhankelijk zijn van het herbebosschen der hakoppervlakten of van het bebosschen van andere aan dezelfde eigenaars toebehoorende perceelen.

ART. 6.

Alle overtreder der bepalingen van artikel 4, in welke hoedanigheid hij ook handele, zal gestraft worden met eene boete van 1,000 frank per 10 aren of gedeelte van 10 aren en met een gevangenzitting van acht dagen tot een maand, of met slechts eene dezer twee straffen.

Zullen dezelfde straffen oploopen, zij die voordeel zouden genoten hebben van de daden bedreven in strijd met onderhavige wet.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn de bepalingen van hoofdstuk VII van het I^o boek van dit wetboek toepasselijk op de overtredingen van deze wet.

ART. 7.

Les infractions à la présente loi sont constatées par les agents et préposés de l'administration des Eaux et Forêts ainsi que par tous autres officiers de police judiciaire.

Le cas échéant, la vérification de la quantité de bois dont la coupe est interdite par l'article 4 sera faite par l'agent forestier (inspecteur, sous-inspecteur ou garde général).

Son procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux. L'arrêté royal du 18 juin 1853 est applicable aux rétributions et indemnités à allouer du chef des constatations et vérifications qui seront faites en exécution de la présente disposition.

ART. 8.

L'État exercera, par ses agents et préposés des Eaux et Forêts, une surveillance sur les forêts protégées aussi bien pour l'exécution de la présente loi que pour la répression des délits et contraventions.

Le Ministre fixera le nombre des gardes nécessaires pour la surveillance des forêts protégées. Il décidera s'il y a lieu de confier à un seul garde la surveillance d'un triage englobant à la fois des bois domaniaux ou communaux ou d'établissements publics et des forêts protégées.

Dans ce cas, la nomination appartient au Ministre.

A la demande des propriétaires, les agents et préposés effectueront gratuitement les opérations de conservation et de régie, d'après les mêmes règles que pour les bois communaux.

ART. 7.

De overtredingen van deze wet worden vastgesteld door de agenten en aangestelden van het Beheer van Waters en Bosschen, alsook door alle andere officieren van rechterlijke politie.

In voorkomend geval zal het nazien der hoeveelheid hout, waarvan het hakken verboden is bij artikel 4, gedaan worden door den boschagent (opziener, onderopziener of algemeen wachter).

Zijn proces-verbaal wordt geloofd tot dat de valsheid in rechte bewezen zij. Het koninklijk besluit van 18 Juni 1853 is toepasselijk op de loonen en vergoedingen, te verleenen wegens de vaststellingen en onderzoeken gedaan in uitvoering van deze bepaling.

ART. 8.

De Staat zal, door zijne agenten en aangestelden van Waters en Bosschen, toezicht uitoefenen over de beschermde bosschen, zoowel voor de uitvoering van onderhavige wet als voor de betuiging der misdrijven of overtredingen.

De Minister bepaalt het getal wachters, noodig voor het toezicht over de beschermde bosschen. Hij zal beslissen of het past, een enkelen wachter te belasten met het bewaken van een gebied bevattende zoowel domein- of gemeentebosschen of openbare inrichtingen als beschermde bosschen.

In dit geval behoort de benoeming aan den Minister.

Op verzoek der eigenaars, zullen de agenten en aangestelden kosteloos de werken van bewaring en beheer verrichten, volgens dezelfde regels als voor de gemeentebosschen.

ART. 9.

Sans préjudice aux stipulations de l'article 7, les dispositions du titre XI du Code forestier sont applicables aux forêts protégées.

Donné à Laeken, le 11 janvier 1921.

ART. 9.

Onverminderd de bepalingen van artikel 7, zijn de schikkingen van titel XI van het Boschwetboek toepasselijk op de beschermde bosschen.

Gegeven te Laeken, den 11ⁿ Januari 1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.



de l'agrandissement du domaine forestier de l'État ⁽¹⁾ et des communes, et en prenant, en outre, des mesures de préservation spéciales pour celles de nos forêts appartenant à des particuliers dont la conservation s'impose, soit au point de vue de la beauté des sites, soit à raison de leur influence sur le régime des eaux ou sur la situation hygiénique des populations voisines.

Les bois et forêts, dont l'utilité à ces divers points de vue serait reconnue par un organisme compétent, formeraient une catégorie spéciale sous la dénomination de *Forêts protégées*.

Même dans ces forêts, des coupes de bois pourraient être pratiquées sans la moindre autorisation, lorsqu'elles seraient faites d'après un aménagement régulier ou d'après l'usage constant des propriétaires, conformément aux règles de gestion suivies par un bon père de famille soucieux de retirer de sa forêt des revenus normaux et en même temps de conserver son bien en bon état.

En d'autres mots, le but du projet de loi est simplement d'empêcher l'action néfaste des spéculateurs, de supprimer les coupes abusives, outrancières, dans les forêts dont la conservation est incontestablement d'intérêt général. Pour être admis à exécuter des coupes anormales dans les forêts classées, une autorisation serait exigée, et cette autorisation pourrait être subordonnée à des conditions de reboisement.

Pour compenser le tort causé par les restrictions apportées à l'usage de leurs droits, des avantages seraient concédés aux propriétaires de ces forêts protégées. Ainsi la surveillance de leurs bois serait assurée par les agents et préposés de l'Administration forestière. Ainsi encore, la poursuite des délits se ferait à l'intervention de celle-ci, ce qui assurerait une répression plus efficace des infractions. De plus, à la demande des propriétaires intéressés, le personnel des Eaux et Forêts effectuerait, dans les forêts protégées, — comme il le fait dans les bois communaux, — les opérations de conservation et de régie.

Ces services seraient rendus gratuitement.

Dans les limites indiquées, nous avons l'espoir que les dispositions proposées n'apporteront pas de trop lourdes servitudes à la partie du domaine boisé appartenant à des particuliers et dont la conservation importerait spécialement à la Nation.

B^{on} RUZETTE.

(1) Pendant les quinze dernières années qui ont précédé la guerre, le Gouvernement belge a acheté 11,108 hect. 06.20 de bois et de terres incultes destinées à être boisées pour la somme de 10,655,458 francs.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1924.

Ontwerp van wet betreffende de bescherming der bosschen en wouden
van bijzonderen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De belgische bosschen (Eupen-Malmedy niet inbegrepen) beslaan, volgens de jongste opgaven :

Staat	37,850 hectaren.
Gemeenten	166,750 id.
Openbare inrichtingen	7,840 id.
Bijzonderen	306,630 id.

In tegenstelling met het Fransche boschwetboek, heeft het Belgisch boschwetboek van 19 December 1854 geen enkele beperking gesteld aan het recht van de bijzonderen, eigenaars van bosschen. Het staat dezen vrij, naar believen over hunne bosschen te beschikken ze te exploiteeren, te ontginnen, te behandelen volgens hun belang of hunne luimen. De wetgever heeft slechts de bosschen van den Staat, van de gemeenten en van de openbare inrichtingen onderworpen aan het boschbeheer, makende voor die verschillende beboschte eigendommen een bijzonder beheer, belast met de bewaking en het beheeren. Het scheen dat het openbaar belang genoegzaam beschermd was, zonder dat het noodig bleek de rechten te belemmeren die de eigenaars bezitten om van hunne goederen te genieten en voordeel te trekken uit de werken, uitgevoerd door hunne voorzaten of door hen zelf.

Ingevolge die vrijheid werden de bijzondere bosschen in 't algemeen wijs beheerd, en hunne gezamenlijke oppervlakte was in den loop der jongste halve eeuw niet verminderd.

Ongelukkiglijk hebben de omstandigheden den toestand gewijzigd. Tijdens de jaren die den oorlog onmiddellijk voorafgingen, had de hoogte van de houtprijzen reeds financiële maatschappijen doen ontstaan, met het oog op het ten gelde maken van het houtmateriaal in de groote boschdomainen. Daarna kwam de oorlog merkelijke verwoestingen aanrichten in de Belgische bosschen, daar de Duitschers deze niet enkel benuttigd hebben voor hunne kriegsbehoeften, maar ook uit winstbejag en tevens met het klaarblijkelijk inzicht, België een moeilijk te herstellen kwaad toe te brengen.

Sinds den wapenstilstand is de prijs der boomen steeds gestegen. Hij staat op eene tot heden ongekende hoogte. Ook worden talrijke bosschen van bijzonderen thans op jammerlijke wijze ontgind. Gansche streken worden kaalgelegd, verarmd en verleelijk in bedroevende mate. Degenen, die beseffen wat belang de bosschen bieden uit oogpunt van schoonheid, gezondheid en rijkdom van het land, zijn er terecht door verontrust.

In de onmiddellijke nabijheid van verscheidene onzer groote steden : Brussel, Luik, Bergen, vallen prachtige boschgroepen onder de bijl.

Het kwaad dreigt zoodanig uit te breiden, dat de openbare meening beschermingsmaatregelen vraagt.

In die voorwaarden blijkt het ons gewettigd, eenige beperkingen aan de rechten der eigenaars toe te brengen, maar enkel voor zooveel het algemeen belang zulks vereischt.

Het behoort niet uit het oog verlooren, dat een kwellende wetgeving, rakende al de beboschte eigendommen zonder onderscheid, het werk der heropbouwning onzer bosschen eerder zou hinderen dan begunstigen. In het welbegrepen belang dier heropbouwning dienen, integendeel, de eigenaars aangemoedigd die als goede gezinshoofden hunne bosschen beheeren. De boscheigendom moet aantrekkelijk en winstgevend gemaakt worden, ten einde een grooter aantal onzer medeburgers aan te zetten hunne medewerking en hunne kapitalen bij te brengen tot bevordering van het werk der herbebossching, hetwelk de Staat, bijzonder op dit oogenblik, niet bij machte is met eigen middelen voort te zetten.

Sommigen hebben aangeraden de gezamenlijke beboschte eigendommen onder het boschbeheer te brengen, zonder uitzondering, noch onderscheid. Heeft men bedacht wat het zijn zou, die menigte bosschen en boschjes, welke dit domein van 300,000 hectaren uitmaken, geheel onder de bewaking, het toezicht en het beheer van den Staat te stellen? Te dien einde zou het personeel van Waters en Bosschen meer dan verdriedubbeld moeten worden! Hoe het aanwerven van gansch dit bijzonder personeel verzekeren?

Trouwens, beseft men wel tot welke plagerijen allerhande dit stelsel zou kunnen aanleiding geven, waar het geldt te bepalen welke behandeling dient toegepast, welke vellingen er hoeven gedaan, welke werken van allen aard er behooren uitgevoerd? Anderzijds moet het vermeden, een ernstige storing in den houthandel teweeg te brengen; want onze inlandsche bosschen moeten heden, meer nog dan in normalen tijd, voorzien in de behoeften onzer koolmijnen, spoorwegen, nijverheden, alsook in die voor het heropbouwen der huizen en het uitvoeren van kunstwerken.

Hout is een onmisbare grondstof in het economisch leven der natie. Het ware

een grove missing, zijn prijs nog te doen stijgen, door de ontginningen te onderwerpen aan al te beperkende maatregelen.

Ons schijnt het, dat men genoegzaam het algemeen belang zou vrijwaren, door te volharden in de reeds vóór den oorlog toegepaste politiek, met het oog op het verbeteren en het vergrooten van het boschdomein van den Staat ⁽¹⁾ en van de gemeenten, en door bovendien bijzondere bewaringsmaatregelen te treffen voor die onzer bosschen welke, toebehoorende aan bijzonderen, volstrekt dienen behouden hetzij wegens de schoonheid der landschappen, hetzij wegens hun invloed op het waterstelsel of op den gezondheidstoestand der naburige bevolkingen.

De bosschen en wouden, waarvan het nut uit die verschillende oogpunten zou erkend zijn door een bevoegd lichaam, zouden een bijzondere klasse vormen onder benaming van *beschermd bosschen*.

Zelf in deze bosschen zouden houtvellingen kunnen gedaan worden zonder de minste machtiging, indien zij zouden geschieden volgens een regelmatige regeling of volgens de bestendige gewoonte der eigenaars, overeenkomstig de beheerregels gevolgd door een goed gezinshoofd, ijverend om uit zijn bosch normale inkomsten te trekken en tevens zijn goed in behoorlijken staat te handhaven.

Kortom, doel van het wetsontwerp is eenvoudig, de noodlottige werking der speculanten te keer te gaan, de ongepaste vellingen onmogelijk te maken in de bosschen wier instandhouding onmiskenbaar van algemeen belang is. Om recht te verkrijgen ongewone vellingen te doen in de gerangschikte bosschen, zou een machtiging vereischt worden, en die machtiging zou kunnen afhankelijk zijn van herbebosschingsvoorwaarden.

Ter vergoeding van het nadeel, veroorzaakt door de beperkingen gesteld aan de uitoefening van hunne rechten, zouden er voordeelen verleend worden aan de eigenaars van de beschermde bosschen. Zoo zou de bewaking hunner bosschen geschieden door de agenten en aangestelden van het boschbeheer. Zoo eveneens zou de vervolging wegens inschrijven gebeuren door tussenkomst van dit beheer, wat een doeltreffender beteugeling der overtredingen zou waarborgen.

Bovendien zou, op aanvraag der belanghebbende eigenaars, het personeel van Waters en Bosschen zich belasten met de werkzaamheden betreffende bewaring en beheer in de beschermde bosschen, zooals het geschiedt in de gemeentebosschen.

Die diensten zouden kosteloos bewezen worden.

Wij verhopende dat, binnen de aangeduide grenzen, de voorgestelde bepalingen geene al te groote dienstbaarheden zullen opleggen aan het gedeelte van het boschdomein dat aan bijzonderen toebehoort en waarvan het bewaren bijzonder belang heeft voor de Natie.

B^{on} RUZETTE.

(1) Gedurende de 13 laatste jaren die den oorlog voorafgingen, heeft de Belgische regeering 11,108 h. 06.20 bosschen en braakgrond bestemd om beboscht te worden, gekocht voor de som van 10,655,458 frank,